

AKTUELL

CÔTE À CÔTE

Grand-duché : une ségrégation faible

María Elorza Saralegui

Bien qu'il y ait des différences considérables entre les communes, l'intégration au Luxembourg – du moins du point de vue géographique – est « réalisable », estime une nouvelle étude du Statec.

Au Luxembourg, les immigré-es ont tendance à vivre dans les mêmes localités que les natifs-ves. C'est ce qui ressort d'une nouvelle étude commune du Statec, de l'Université du Luxembourg et du Luxembourg Institute of Socio-economic Research (Liser) sur la répartition géographique des immigré-es. Publiée fin de décembre 2023 et présentée par Frédéric Docquier, chef de programme de recherche au Statec, lors d'une conférence de presse le 9 janvier, l'étude montre à quel point les localités sont exposées à des immigré-es : peu importe la commune, au moins un-e sur cinq résident-es est d'origine étrangère.

Malgré un faible indice de ségrégation à travers le pays, il y a des variations considérables selon le degré d'urbanisation de chacune, ainsi qu'au niveau de l'origine et de la durée de séjour des résident-es. Avec 21,8 pour cent de population d'origine étrangère, la commune de Wahl présente le taux le plus faible. En tête on retrouve la ville de Luxembourg avec une population étrangère de 72,7 pour cent. « La capitale est la porte d'entrée pour les immigré-es arrivé-es depuis moins de cinq ans », précise Frédéric Docquier.

Se basant sur un recensement de 2021, quand le pays comptait un peu moins de 644.000 habitant-es, dont 49,3 pour cent né-es à l'étranger, l'étude distingue entre les personnes « immigrées » et les personnes « natives », celles et ceux qui sont né-es dans le pays. Ce dernier groupe inclut aussi les immigré-es de deuxième génération, dont au moins un des parents est de nationalité non-luxembourgeoise.

En prenant en compte le pays d'origine des résident-es, l'étude observe que le groupe le « mieux » réparti est celui des immigré-es provenant des pays en dehors de l'Union européenne. Elles et ils habitent essentiellement dans les villes de taille plus petite. Quant aux résident-es originaires des pays voisins, les résultats ne sont guère surprenants, puisqu'elles et ils se répartissent surtout le long des frontières nationales, ainsi que dans la capitale. Pour les autres résident-es ressorti-es de l'Union européenne la ville de Luxembourg est également la principale destination, du moins pour leurs premières années dans le pays.

Car au fil des ans, les résident-es de la ville de Luxembourg se relocalisent dans d'autres villes plus petites. Un phénomène qui est aussi observé chez les « natifs-ves », remarque Docquier. Quelle que soit l'origine de leurs parents, la tendance des habitants est de désertier la capitale après plus de cinq ans dans le pays.

La capitale, une porte d'entrée

Alors que les villes de moins de 50.000 personnes reflètent en proportion à peu près la situation au niveau national (46,8 pour cent d'habitant-es sont immigré-es), les villes les plus grandes ainsi que les localités de moins de 5.000 personnes observent des valeurs inversées : un peu plus d'un tiers des habitant-es des communes rurales est immigré, contre presque 70 pour cent pour les villes de plus de 50.000 habitant-es. En partie, ceci résulte du fait que les personnes immigrées représentent le plus souvent une démographie plus jeune et professionnellement plus active que la population d'origine luxembourgeoise, un peu plus âgée, note Docquier.

Le chercheur rappelle néanmoins que l'analyse n'inclut pas d'autres facteurs ayant pu influencer la relocalisation des habitant-es, comme les prix immobiliers, le pouvoir d'achat ou les discriminations systématiques. Pour le groupe des immigré-es originaires des pays tiers, par exemple, les chercheur-ses comptent aussi des résident-es des foyers d'accueil, dont un nombre considérable habite en dehors de la ville du Luxembourg à cause de l'emplacement des foyers. Ceci pourrait expliquer, au moins en partie, la répartition plus équitable de ces immigré-es.

Autre exemple : les immigré-es portugais-es, groupe qui est certes bien réparti dans le pays, mais dont une analyse plus précise dévoile que la plupart habitent dans les grandes villes du Sud ainsi que dans la région de Larochette, ancien bastion de la production textile. Contrairement à d'autres immigré-es, ce groupe, précise Docquier, montre « plutôt une inertie spatiale ».

« Loin d'être une utopie » au grand-duché, le vivre-ensemble est « accessible et réalisable » et la ségrégation faible ou modérée, remarque le Statec. Les résident-es immigré-es font face à des nombreux défis, mais, précise Docquier, il semble que la ségrégation spatiale n'en soit pas un.

SHORT NEWS

Changer de job malgré la crise

(fg) – Grosse fatigue : près d'une personne salariée sur deux veut changer de travail en 2024, selon une étude publiée le 10 janvier par la plateforme de recherche d'emplois jobs.lu. Elles sont précisément 46 % à formuler ce souhait dans cette enquête menée auprès d'un échantillon de 1.150 personnes travaillant au Luxembourg. Les sondé-es avancent principalement quatre motivations : la volonté de gagner plus, la recherche d'un meilleur équilibre entre vie professionnelle et privée, l'envie d'exercer un métier davantage en adéquation avec leur passion et le manque de possibilité d'évolution dans leur entreprise. Ce résultat souligne que les salarié-es « sont confiants dans leur capacité de bouger », alors même que les perspectives économiques s'assombrissent. Le taux de chômage poursuit sa hausse, passant à 5,7 % de la population active en novembre (contre 4,9 % un an plus tôt), ce qui fait plus de 17.000 personnes inscrites à l'Adem. Mais quelque 7.000 emplois restent vacants, confirmant la pénurie de main d'œuvre dans certaines branches, là où d'autres sont à la peine, comme la construction. En 2023, 155 sociétés du secteur ont mis la clé sous la porte, contre 115 en 2022, indique l'entreprise de recouvrement Creditreform, qui cite les cas de Cenaro Group, Manuel Cardoso et Decorlux. Sur le front des prix, l'accalmie attendue se fait également attendre, l'inflation étant repartie à la hausse en décembre pour s'établir à 3,5 % sur un an, là où les banques centrales visent 2 %. Cela explique peut-être pourquoi tant de salarié-es sont à la recherche d'un job mieux payé.

LGBTIQ-Aktionsplan: Evaluierung lässt auf sich warten

(ja) – Seit 2018 hat Luxemburg einen nationalen Aktionsplan für die Rechte von LGBTIQ-Menschen. Um sicherzustellen, dass bei der Umsetzung auch nichts schief geht, sollte ab Juli 2021 ein Zwischenbericht und 2023 eine externe Evaluierung erstellt werden. Bisher ist aber noch keins dieser Dokumente fertig. Es wird auch nur ein einziges Dokument geben, wie aus der Antwort auf eine parlamentarische Anfrage der Abgeordneten Ben Polidori und Sven Clement (beide Piratepartei) hervorgeht. Die Ministerin für Gleichstellung und Diversität, Yuriko Backes (DP), antwortet darin, dass das damals zuständige Familienministerium erst im Februar 2022 einen Vertrag mit der Uni Luxemburg zur Evaluierung unterzeichnete. Der Prozess habe bis Ende 2023 gedauert, sodass kein zweiter Bericht erstellt worden sei. Die Uni validiere aktuell ihr Dokument, das übrigens rund 110.000 Euro gekostet hat. Die Evaluierung beinhalte nicht nur einen Bericht über die Aktionen, die die Regierung umgesetzt oder versäumt hat, sondern auch mögliche Prioritäten für den nächsten Aktionsplan, so Backes. Auf Basis der Zwischenevaluierung will die Regierung ihre LGBTIQ-Politik anpassen. Der Bericht soll veröffentlicht werden, sobald er endgültig fertig ist. Wie die woxx im Vorfeld der Wahlen 2023 ausführlich berichtete, hat sich nicht nur die Evaluierung des Aktionsplans hingezogen: In der letzten Legislaturperiode ist sehr wenig in Sachen LGBTIQ-Rechte passiert.

Forum 435: Rassismus in Luxemburg

(ja) – Die Forum-Redaktion sei lange davon ausgegangen, dass Rassismus in einem offenen Land wie Luxemburg keinen Platz habe, heißt es im Intro des neuen Hefts. Diese etwas naive Betrachtungsweise ist spätestens mit dem Erscheinen der Januar-Nummer vom Tisch, denn das üppige Dossier beschäftigt sich mit den vielen Facetten des Rassismus in Luxemburg. Neben Texten, die über Forschungsarbeit zum Thema aufklären oder die gesetzliche Lage analysieren, sind auch Berichte von Betroffenen zu finden, neben längeren Texten von Ana Correia Da Veiga und Mirlene Fonseca auch viele Auszüge aus der Cefis-Rassismusstudie. Das in großen Teilen sehr gut gestaltete Dossier wird jedoch durch einen Beitrag, der außerhalb davon erscheint, entwertet. Der ach-so-gecancelte Norbert Campagna bekam eine große Bühne – ganze drei Seiten –, auf denen er sich über fehlende Debattenkultur auslässt. Dass er ausgerechnet auch am Problem vorbei über Rassismus zu schreibt, hinterlässt einen fahlen Beigeschmack. Das Forum beschäftigt sich außerdem mit der Transformation des Priesteramts, der Luxemburger Beteiligung an der Weltausstellung und dem Einfluss sogenannter künstlicher Intelligenz auf die Literaturproduktion.